

## « Il se passe ici ce dont ils ne veulent pas pour l'Europe »

L'ancien candidat du Front de gauche français analyse la crise européenne et fait l'éloge des modèles latino-américains.

Par Martin Piqué

Jean-Luc Mélenchon apparaît dans le hall de l'hôtel et salue *Tiempo Argentino* dans un mélange de français et d'espagnol. Il prend un double café, et avant de s'asseoir il partage déjà ses impressions sur l'événement de mercredi dernier à la Casa Rosada [siège de l'exécutif – NdT]. C'est là qu'a été célébré le troisième anniversaire de la promulgation de la loi sur les services de communication audiovisuelle. Ancien candidat à la présidentielle du Front de gauche, Mélenchon a été l'une des révélations de la dernière élection présidentielle où il a remporté 11,1% des voix. Invité en Argentine pour participer à la série de conférences « Débats et Combats », le parlementaire européen et (avec le Grec Alexis Tsipras) figure de la nouvelle gauche européenne était, de façon inattendue, l'un des protagonistes de l'événement consacré aux trois ans de la loi sur les médias. La présidente Cristina Fernández l'a cité trois fois dans son discours. Et le lendemain jeudi après-midi, elle l'a reçu à son bureau en dehors de son ordre du jour. Mélenchon était encore impressionné par le charisme du chef de l'Etat.

Ayant une solide formation en sciences sociales et en philosophie, ancien journaliste et enseignant, reconnu comme excellent débatteur, Mélenchon faisait partie jusqu'en 2008 de l'aile gauche du Parti socialiste français. Il est même devenu ministre de l'Education [*sic*] du gouvernement socialiste de Lionel Jospin. Cependant, il y a cinq ans, avec d'autres membres du parti en désaccord avec la modération du parti et son adaptation au néolibéralisme, il a décidé de quitter leurs rangs : ce fut une rupture définitive avec les sociaux-démocrates convertis en « sociaux-libéraux », selon les propres termes de Mélenchon. Entre des gorgées de café et des commentaires sur le climat de « joie et de confiance en l'avenir » qu'il perçoit en Argentine, le leader le plus influent de l'espace progressiste français analyse la crise européenne et son impact sur la planète.

Mélenchon est obsédé par le processus politique argentin de 2001 à aujourd'hui. Auteur de plusieurs livres, son dernier ouvrage, publié en 2010, a un titre qui nous est très familier : *Qu'ils s'en aillent tous !* Il s'est vendu 180 000 exemplaires de ce best-seller. Dans l'interview avec *Tiempo*, de plus d'une heure, il a déroulé différents sujets. Le Français nous a surpris avec des phrases frappantes,

dans un langage simple et clair, qu'il entrecoupe de de définitions très élaborées, qui révèlent qu'il a passé beaucoup de temps à étudier chacun des sujets abordés. Il passe ainsi en revue le débat sur la loi sur les médias en Argentine, le blocage judiciaire de sa mise en œuvre complète par le groupe Clarín, les concepts de république et de citoyenneté, l'« horreur » qu'a provoquée le cas de l'Argentine dans les milieux financiers européens par « la façon dont elle a traité le problème de la dette ».

Mélenchon dit qu'il est contre une sortie de l'euro comme monnaie unique. Sa proposition, au contraire, est d'accroître l'unification du bloc en y incluant une « convergence sociale » : elle consisterait à établir un salaire minimum unique pour tous les travailleurs européens. En expliquant les raisons de la crise, qu'il définit comme très grave, le socialiste français choisit de mettre la loupe sur l'histoire récente de l'Allemagne. Pour Mélenchon, les réformes néolibérales introduites dans le pays par le social-démocrate Gerhard Schröder, y compris la retraite à financement privé par capitalisation, ont fini par donner une solide « base sociale » à l'idéologie du néolibéralisme le plus dur: « 15% de la population allemande d'aujourd'hui ont des retraites par capitalisation. Ce sont les 15% les plus riches de la société, qui sont représentés par le parti de Mme Merkel. Ces gens vivent dans l'angoisse que la Bourse baisse ou monte, ou que l'euro baisse ou monte, alors on ne peut pas faire la moindre chose. Et ce, malgré le fait que nous disposons aujourd'hui d'un niveau très élevé de l'euro, avec un euro à 1,20 \$ ou 1,30 \$. Un jour on est arrivé à avoir un euro à 1,60 dollar. Ça nous tue sur le marché international. Mais, bien sûr, la valeur de l'euro ne sert qu'à assurer le gain financier des actionnaires, qui possèdent des obligations, des titres et des pensions par capitalisation. C'est pour ça que j'ai l'habitude de dire que les retraites par capitalisation sont le plus grand poison que nous infligent les Etats-Unis », affirme Mélenchon.

#### **– Que pensez-vous de votre participation à la célébration des trois ans de la loi sur les médias en Argentine?**

– Pour moi, c'était très important et une grande chance d'être à ce moment, en cet endroit, avec cette présidente et sur ce thème. Il s'agit d'un événement non seulement en Argentine, non seulement en Amérique latine, qui implique aussi la gauche et a une importance mondiale. Parce que le cas de l'Argentine n'est pas si unique. De deux façons. Tout d'abord, le fait que la presse soit un contre-pouvoir est une question que nous devons manier avec beaucoup de délicatesse quand nous souhaitons la réformer, parce que ça touche à la liberté de pensée et d'expression. Cela nécessite un traitement fin et respectueux de l'Etat de droit, comme l'ont fait ici les Argentins. D'autre part, qu'une loi ait été bloquée pendant trois ans est une chose incroyable. Je ne sais pas s'il y a un autre pays dans lequel il y a eu une procédure judiciaire d'une telle ampleur. Je vois que cela a été bien traité ici. Qu'il y ait des controverses et des querelles est naturel, l'Etat démocratique est là pour régler précisément le fait qu'il existe des points de vue opposés. La démocratie, c'est le conflit civilisé, et non la négation du conflit. Ça, c'est la dictature. Dans une dictature, il n'y a pas de conflit ou de discussion sur quoi que ce soit. Qu'il y ait des gens qui ne soient pas d'accord n'est pas le plus important, qu'il y ait des polémiques et des caricatures est naturel. Ce qui est impressionnant, c'est l'ampleur du processus judiciaire déployé pour bloquer la loi. Parce que la loi a été respectée, l'Etat de droit a été respecté. Et puis, en allant au fond de la question, cette affaire exprime un débat qui a lieu dans toute l'Amérique latine. Parce que, pour la première fois depuis la fin du prétendu camp socialiste, c'est la première fois que se produit dans le monde l'émergence d'une nouvelle vague de révolutions démocratiques. Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui, ce sont deux visions du monde radicalement différentes. C'est pourquoi ici en Amérique du Sud, le thème de la confrontation entre les médias, enchevêtrés avec le système et le pouvoir politique, est si important. Il est important et violent. Au Venezuela, c'est presque incroyable. En Bolivie, ce que j'ai lu dans les journaux quand j'étais là m'a laissé stupéfait. Un journal a titré "Voici le singe", en référence au

président de la République. Le niveau de violence verbale est incroyable. Cette violence, qui vient de l'opposition politique, ne tient aucun compte du respect de la personne, de la dignité. On ne voit pas ça en Europe d'aujourd'hui. Mais je suis sûr que cela va arriver en Europe. Quand vont émerger des pouvoirs politiques semblables à ceux de l'Amérique latine, qui expriment cette vague démocratique, nous serons traités avec la même violence. La même! Parce que nous le voyons déjà. Il suffit de regarder la façon dont a été traitée la question de la nationalisation de Repsol en Europe.

– **Comment a-t-elle été traitée?**

– Comme s'il s'était agi d'un cambriolage. Comme un délit, comme une violation des droits de l'homme.

– **Aussi en France?**

– En France aussi. Et nous avons aussi ce problème de la concentration des médias entre quelques mains. Dans toute l'Europe. Ce qui a été fait ici nous sert de précédent. De deux façons. Tout d'abord, comme on le fait ici, c'est pratiqué dans une société démocratique et respectueuse de l'Etat de droit, preuve que c'est possible. Et donc, moins effrayant. Parce que les gens pensent que les médias ont un pouvoir illimité. Au moins en Europe. Ce qui est discuté ici, la sanction de la loi, est une question très importante parce que le problème numéro un que nous avons est le problème de la liberté de la presse. Parce que la liberté de la presse est souvent comprise seulement comme leur indépendance des pouvoirs politiques. Mais ce n'est pas le seul problème. La vraie question est la pluralité. Tout cela me semble très important, spécialement pour moi qui suis un homme de combats et de controverses, comme en témoigne mon implication dans de nombreuses batailles et combats contre une certaine presse de mon pays.

– **Mercredi, la présidente a mentionné qu'aux Etats-Unis la propriété croisée des médias est limitée: le propriétaire d'un journal ne peut pas être, dans la même région, propriétaire de chaînes de télévision hertziennes. Est-ce que ça se fait en France aussi?**

– Je connais un exemple de participations croisées entre la presse gratuite et une chaîne de télévision, mais aujourd'hui je crois que c'est terminé. Je ne sais pas. Mais la limitation de la propriété croisée me paraît une bonne chose. En France, nous voulons établir des règles claires sur les médias: que personne ne puisse posséder un média de communication et en même temps être bénéficiaire de marchés publics de grande envergure. Comme, par exemple, le commerce des armes, qui est une catégorie où les principaux clients sont les Etats, comme l'Etat français.

– **Que voulez-vous dire par « marchés publics de grande envergure »?**

– Les entrepreneurs qui dépendent des ventes et des achats de l'Etat... Parce que nous avons le cas d'un industriel lyonnais [*sic*], qui produit des avions, M. Dassault, et qui possède un journal.

– Et c'est ce que vous voulez changer?

– Oui. M. Dassault n'est pas très content. En France, on fait ce que beaucoup ont fait ici avec Clarín. Les hommes politiques pensent que lorsque on organise une entente avec les médias, quand l'Etat donne quelque chose, alors tout se passera bien avec ces médias.

– **Quel est le regard européen sur ce qui se passe ici, en Amérique du Sud?**

– La crise en Europe est très grave. Très grave. Une récession se produira à travers l'Europe. Et naturellement dans le monde. Parce que l'Union européenne, ne l'oublions pas, est la première communauté économique mondiale. Il faut toujours s'en souvenir. L'Europe représente 25% de la richesse mondiale. La Chine représente seulement 10% de la richesse mondiale. Ce que nous les Européens nous faisons va avoir des conséquences pour le monde entier. Quelqu'un m'a dit un jour que chaque fois que les Européens n'ont pas réussi à mettre fin à une crise, ils ont opté pour la guerre. Pour la guerre comme une solution pour revitaliser le capitalisme. Nous n'oublions pas que l'Europe a déclenché les deux dernières guerres mondiales et dans la dernière, eh bien, on a massacré les Juifs. Cela m'a énormément frappé. Avant, en France, tous les leaders de gauche se devaient de connaître quelque chose de l'Amérique latine, parce que nous avons des liens innombrables, depuis toujours. Aujourd'hui, en revanche, elle est vue de loin, et il semble que quand il s'agit de l'Amérique latine, en particulier de certains gouvernements actuels de la région, certains sentent le soufre qui indique la proche présence du diable. Dans mon pays, les médias tiennent un classement de l'enfer: le super-diable, c'est Cuba, juste à côté, il y a le diable Venezuela, puis viennent les diabolotins. Selon les moments, vous pouvez passer du statut de vrai diable à celui de diable acceptable. Par exemple, Lula est passé de diable « ami » à diable à part entière quand il a publiquement soutenu la campagne de Chávez. Nous l'avons vu en moins d'une semaine. Lula est passé de « bon socialiste » à « très mauvais socialiste », parce qu'il a soutenu Chávez. Mais vous devez comprendre une chose: si les préoccupations des médias en Europe sont éloignées de l'Amérique latine, c'est justement à cause de ce qui se passe avec certains des gouvernements en Amérique latine. Ce qui se passe en Amérique latine, ils ne veulent pas le voir se produire en Europe. C'est-à-dire qu'ici, gouvernement des mouvements populaires qui effectuent des révolutions démocratiques. Quand vous parlez un peu plus en profondeur, lorsque le dialogue progresse, la question se pose au sujet du cas argentin. Parce que je dois dire que le cas de l'Argentine est central : par la question de la dette extérieure, par la façon dont elle a été traitée. C'est l'horreur pour eux.

**– Est-ce qu'ils craignent que la Grèce suivre le modèle argentin, pour aller vers une renégociation de la dette?**

– Bien sûr! Oui, je cite toujours l'Argentine. Les Argentins sont-ils morts? L'Argentine a-t-elle disparu? Non, ils vivent mieux qu'avant. Alors c'est très impressionnant. La question de l'Argentine est très fermée lors des débats publics en France. Parce qu'il y a aussi un ingrédient qui rend encore plus « dangereuse » l'affaire argentine : la présidente Cristina Fernández apparaît comme une personne mesurée, raisonnable, calme. On ne peut faire à son sujet aucune caricature comme sur Chávez. Ou sur Evo Morales, qui a été présenté comme un « Indien stupide ». Un « Indien folklorique ».

**– Un primitif...**

– Oui. Bien sûr. Et les Sud-Américains passent aux yeux des Européens pour des indigènes exotiques. *Mojito, salsa et empenadas* (il sourit). J'exagère un peu, mais pas beaucoup. Je parle des secteurs puissants, de la création européenne, et des médias, qui n'ont aucun respect pour l'Amérique du Sud. Jusqu'à la renationalisation de Repsol, la presse européenne a parlé des Argentins comme des gens « tranquilisés », comme s'ils s'étaient calmés. Mais non. Et ça suscite l'inquiétude. « Quand ces gens vont-ils se calmer? » se demandent-ils. Mais le pire de tout pour eux, c'est un gouvernement qui donne une image calme, respectueuse de l'Etat de droit, mais qui touche à ce qui est fondamental. Notez bien que je ne dis pas qu'on vit en Argentine dans le communisme ou le socialisme. Pas du tout. Mais on s'en approche. La propriété commune de l'énergie est un sujet dont on discute en Europe. Aujourd'hui, nous nous battons pour les modes de production d'énergie.

Comment allons-nous faire? La libéralisation est-elle une bonne chose ou non ? Et on remarque que, pendant que ça se passe en Europe, vous êtes en train de renationaliser. Et puis, pourquoi ne pas appliquer le cas argentin à la France? Je veux être un Argentin en France: nous allons renationaliser l'entreprise Total, qui est la première entreprise dans mon pays, la première en chiffre d'affaires. C'est un paradoxe, parce que la première compagnie pétrolière en France est dans mon pays alors que nous n'avons pas un seul puits. Je tiens à souligner l'importance de l'affaire argentine pour moi. Parce que c'est de ce qui s'est passé en Argentine que j'ai tiré ma ligne politique pour la campagne (présidentielle) que j'ai faite en France. Elle a été assez bonne. Nous sommes passés de 3% à 11,1% avec 4 millions de voix. J'ai fait un livre qui a été publié en France, devenu un véritable best-seller, et qui est intitulé *Qu'ils s'en aillent tous !* Et c'est le titre qui a fait le succès du livre. Parce qu'on en a vendu plus de 180 000 exemplaires. Ça a été une chose étonnante. Le moment politique argentin, avec son « *Que se vayan todos !* » est un cas d'école. Parce que ce qui s'est passé ici va se passer en Europe. Sans le moindre doute.

**– Quelles perspectives a la nouvelle gauche d'exprimer le mécontentement sur la crise en Europe? Parce qu'on voit également monter l'extrême droite...**

– Vous devez comprendre ce fait: l'extrême droite a été éliminée de l'échiquier politique pendant 40 ou 50 ans après le cataclysme nazi et fasciste. Et à côté de ça, la gauche n'a pas fait son travail. Ces dernières années, elle a oublié d'organiser et de mobiliser les ouvriers, les employés, les masses. Ils sont restés seuls. Et l'extrême droite a commencé à travailler sur ces bases politiques. À la télévision française, si vous regardez les programmes, il n'y a que 2% d'ouvriers et d'employés représentés à l'image. Cependant, les ouvriers et les employés représentent 54% de la population économiquement active. Le monde de la représentation politique a expulsé les salariés et la classe ouvrière pour privilégier une vision de la société « médianisée », centrée sur la « classe moyenne », les couches intermédiaires. Mais « classe moyenne » ne veut rien dire. La classe moyenne est une classe idéologique. Nous avons présenté pour la première fois une liste pour les élections européennes de 2009. Et nous avons beaucoup grandi. Notre croissance est liée à l'amplification de la crise, avec notre discours sur ce que devrait être la façon de l'aborder. Que ce soit Alexis Tsipras en Grèce ou moi-même, nous travaillons tous les deux avec un œil sur l'Amérique latine : lui est passé de 4,5% à 18% en un an, et l'année suivante de 18% à 28%, et il a failli gouverner la Grèce. Nous sommes convaincus que la chaîne va se rompre. Nous espérons que ce sera en France.

## ***Une crise sans précédent en France***

**– Que pensez-vous de la comparaison entre l'actualité de l'Europe et le présent de l'Amérique du Sud?**

– En Europe, aujourd'hui, nous développons des politiques qui conviennent aux travailleurs âgés de la classe moyenne allemande. Parce qu'ils sont détenteurs d'obligations et d'actions financières. Mais dans le même temps, l'espérance de vie a diminué dans huit pays européens. Le niveau de l'espérance de vie en bonne santé est en déclin. Jamais dans l'histoire la France n'a connu ce que nous vivons. Au cours de la période la plus riche de son histoire: son PIB est de 1995 milliards d'euros par an. Chaque année, au cours des 25 dernières années, 10 points de la richesse nationale ont été transférés des poches de la classe ouvrière à celles du capital. L'année dernière, les bénéfices distribués aux actionnaires ont été deux fois plus élevés que ce qui a été investi dans les entreprises. Cinq cents personnes en France ont un revenu égal à celui de l'Etat entier. La source de la crise n'est pas la dette publique, la compétitivité du travail, toutes ces légendes. La source de la crise est la façon dont on ne partage pas la richesse.